

France et Rwanda peuvent désormais "avoir une bonne relation", selon Kagame

Arrib News, 17/05/2021 – Source AFP La France et le Rwanda ont désormais l'opportunité de bâtir "une bonne relation", a estimé lundi le président rwandais Paul Kagame, après la publication en mars d'un rapport d'historiens français concluant à des "responsabilités accablantes" de Paris dans le génocide des Tutsi du Rwanda en 1994.

Les conclusions du rapport Duclert, corroborées quelques semaines plus tard par un rapport commandé par Kigali à un cabinet d'avocats américain, constituent "un grand pas en avant", a estimé M. Kagame, pour qui "la France et le Rwanda ont désormais l'opportunité, et de bonnes bases sur lesquelles créer une bonne relation". "Je peux m'accommoder" des conclusions du rapport, qui a incriminé la "complicité" de la France, a ajouté M. Kagame dans un entretien à France 24 et RFI. Le président rwandais, qui dirigeait en 1994 la rébellion tutsi qui mit fin au génocide, avait longtemps accusé Paris d'en être "complice". Présent à Paris pour un sommet sur la dette africaine, M. Kagame s'est entretenu avec le président français Emmanuel Macron en marge d'une réunion sur le soutien à la transition au Soudan. Les deux responsables "se sont félicités des derniers développements favorables et ont confirmé l'objectif d'aller encore plus loin dans la normalisation et l'approfondissement de la relation entre la France et le Rwanda", selon la présidence française. Interrogé sur la question des "excuses" que pourrait éventuellement faire la France, à l'instar de la Belgique quelques années après le génocide, M. Kagame a estimé que la décision revenait à Paris, tout en soulignant qu'il "apprécierait" le geste. Evoquant la question des suspects génocidaires présents sur le sol français, il s'est félicité de l'arrestation en mai 2020 près de Paris de Frédéric Kabuga, accusé d'être le financier du génocide, mais a estimé que "davantage pourrait être fait" pour poursuivre d'autres suspects en justice. Il a notamment estimé qu'Agathe Habyarimana, la veuve de l'ex-président rwandais, figurait "en tête de liste". Paris a toujours refusé d'extrader Mme Habyarimana, soupçonnée d'être impliquée dans le génocide, ce qu'elle conteste. Une enquête la visant est ouverte à Paris depuis 2008. La question du rôle de la France avant, pendant et après le génocide des Tutsi du Rwanda, a été un sujet brûlant pendant des années et a même conduit à la rupture des relations diplomatiques entre Paris et Kigali entre 2006 et 2009. Le rapport Duclert a conclu aux "responsabilités lourdes et accablantes" et à l'"aveuglement" du président socialiste de l'époque François Mitterrand et de son entourage face à la droite raciste et génocidaire du gouvernement hutu que soutenait alors Paris. Le génocide a fait plus de 800.000 morts, essentiellement au sein de la minorité tutsi, entre avril et juillet 1994.